



**FEDERACION SINDICAL MUNDIAL
WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
ВСЕМИРНАЯ ФЕДЕРАЦИЯ ПРОФСОЮЗОВ**



Czechoslovaquia, 121 47 Praga 2, Vinohradská 10
Teléfono 243741-9, Telex 121525 WFTU C
Dirección telegráfica: FESYMOND PRAGUE

Prague, 29 janvier 1986

AUX ORGANISATIONS AFFILIÉES,
AMIES ET UIS

Cir 4/86

Objet: Solidarité avec la DISK de Turquie

Chers camarades,

Le 15 janvier dernier le procès de la DISK est entré dans sa phase finale devant le tribunal militaire N° 2 d'Istanbul.

Comme l'on sait ce procès anti-syndical, un des plus grands et plus longs dans l'histoire, a débuté le 24 décembre 1981, avec 52 accusés et 52 demandes de peine de mort. Ensuite le nombre des accusés a atteint 1477, avec l'unification des procès contre les syndicats affiliés et des dirigeants de certaines organisations démocratiques en unité d'action avec la DISK, et celui des demandes de peine de mort 78.

A la 254ème audience du procès qui a eu le 15 janvier 1986, le procureur militaire a commencé à donner lecture de son réquisitoire volumineux de 809 pages et à l'image de l'acte d'accusation. Bien qu'il ait retiré les demandes de peine de mort et se soit prononcé pour l'acquiescement de 674 accusés, il a requis de lourdes peines de prison contre les dirigeants et militants de la DISK et ses 30 syndicats affiliés ainsi que contre des dirigeants de certaines organisations démocratiques en unité d'action avec ceux-ci: des peines allant de 10 ans et 8 mois à 20 ans d'emprisonnement contre 232 accusés (dont Abdullah Basturk et 61 dirigeants et collaborateurs de la Confédération), de 6 ans et 8 mois à 16 ans d'emprisonnement contre 549 autres, sur le fondement du fameux article du code pénal turc, tiré en 1936 du code mussolinien. Le procureur a également demandé la dissolution de la DISK et ses syndicats affiliés.

...../

L'accusation principale dirigée contre la DISK, à savoir le recours à des "actes terroristes" en tant qu'"organisation illégale fondée sur l'usage de la violence" s'est ainsi écroulée. Le procureur lui-même a été contrant de l'accepter et de retirer les demandes de peine de mort. C'est un recul marquant des meneurs de cette parodie de procès. Toutefois il devient évident que le procès est devenu beaucoup plus profondément politique. Autrement dit, son caractère politique et anti-syndical est maintenant beaucoup plus visible, compte tenu que les chefs d'accusation se fondent sur l'article 141 au code pénal turc (voir annexe 1).

Devant cette situation le mouvement syndical international, les travailleurs et les syndicats du monde entier, doivent s'élever dans un nouvel élan de solidarité avec la DISK, ses syndicats affiliés, leurs dirigeants et militants afin de mettre fin à cette criminelle entreprise qui a duré trop longtemps, en exigeant:

- l'acquittement de tous les inculpés et la fin des poursuites;
- la réouverture de la DISK et ses syndicats affiliés et la restitution de leurs biens et fonds;
- garanties pour le retour au pays des syndicalistes en exil;
- le rétablissement des droits syndicaux et des libertés démocratiques en Turquie.

Nous tenons à vous rappeler que le 13 février 1986 marquera le 19ème anniversaire de la fondation de la DISK et le 25 février 1986 débutera la défense de ses dirigeants devant le tribunal militaire.

Nous vous envoyons en annexe le texte des articles 141 et 142 du code pénal turc (annexe 1) ainsi que la liste des inculpés (annexe 2) et vous appelons à créer un vaste mouvement de protestation et de solidarité.

A. Certaines actions suggérées:

1 Envoyer des délégations aux ambassades/consulats de Turquie.

2. Envoyer messages et pétitions:

- au tribunal militaire:

Istanbul

2 NUMARALI ASKERI MAHMEMESI
ISTANBUL - TURQUIE

- au Président de la République turque:

Mr. KENAN EVREN
CUMHURBASKANI
CANKAYA/ANKARA - TURQUIE

...../

- au Premier ministre:

Mr. TURGUT OZAL
BASEBAKAN
T.B.M.M.
ANKARA/TURQUIE

3. Envoyer messages de solidarité à:

Mr. ABDULLAH BASTURK
c/o E. TAHIROGLU
RECEPPASA SO.
SELCUK APT. 14/7
TALIMHANE - TAKSIM
ISTANBUL/TURQUIE

4. Envoyer des observateurs aux audiences du procès.

5. Contribuer au fonds de solidarité. Versements à effectuer à la FSM, avec mention "Solidarité Turquie".

B. Nous vous prions instamment de nous informer rapidement de vos initiatives dans le cadre de cette campagne.

C. Nous vous informons que depuis quelques jours le camarade Secrétaire de la Commission européenne se trouve en mission sur place à Istanbul.

En attendant, recevez, chers camarades, nos salutations les plus fraternelles.

JAN NEMOUDRY
Secrétaire

ARTICLE 141 DU CODE PENAL TURC

1. Quiconque a voulu former, ou a formé, ou organisé, ou dirigé les activités de, ou a offert son aide à, sous quelque nom que ce soit, tout genre de société dont le but est d'instaurer l'hégémonie ou la domination d'une classe sociale sur les autres classes, ou d'éliminer une classe sociale, ou de renverser l'un ou l'autre des ordres économique et social fondamentaux établis dans le pays - sera châtié par une peine de prison ferme de huit ans au moins et de quinze ans au plus. Quiconque dirige plusieurs sociétés de ce genre, ou toutes, sera condamné à la peine de mort.
2. La même peine à l'exception de la peine de mort, sera d'application pour quiconque a essayé de former, ou a formé, ou organisé ou dirigé les activités de, ou a donné son appui à, sous quelque appellation que ce soit, tout genre de société visant le renversement total ou partiel de l'ordre politique et légal de l'Etat.
3. La même peine à l'exception de la peine de mort, sera d'application pour quiconque essaie de former, a formé, ou organisé, ou dirigé les activités de, ou donné son appui à, sous quelque appellation que ce soit, tout genre de société opposée à la République ou vise le gouvernement de l'Etat par une seule personne ou par un groupe, incompatibles avec les principes de la démocratie.
4. Quiconque essaie de former, forme, ou organise, ou dirige les activités de, ou donne son appui à, sous quelque appellation que ce soit, tout genre de société qui vise l'abrogation partielle ou totale, ou l'affaiblissement - par suite d'une discrimination raciale - d'un des droits civils consacrés par la Constitution, sera condamné à une peine de prison ferme de un an au moins et de trois ans tout au plus.
5. Quiconque adhère à une des sociétés tombant sous les sections 1,2 ou 3, sera condamné à une peine de prison de six mois au moins et de deux ans tout au plus.
6. Quiconque commet les crimes susmentionnés dans les bureaux ou dans les départements de l'Etat ou des municipalités, ou dans les installations d'une entreprise économique appartenant entièrement ou en partie à l'Etat, ou dans des syndicats, ou dans des associations de travailleurs, ou dans des écoles, ou dans tout autre établissement d'enseignement supérieur, ou parmi les agents publics, parmi les employés ou parmi les membres de la fonction publique, verra la peine légale prolongée d'un tiers.

7. Si un des auteurs des crimes énumérés dans l'Article présent dénonce le crime et ses co-auteurs, aux autorités responsables, et avant l'ouverture du procès, et si l'exactitude de cette dénonciation est établie, la peine capitale sera commuée en peine de prison ferme de dix ans au moins et les autres peines seront diminuées d'un quart tout au plus, selon les circonstances et les particularités du cas en présence.
8. Une société, aux termes de l'Article présent, est constituée par la réunion de deux ou de plusieurs personnes ayant le même objectif.

ARTICLE 142 DU CODE PENAL TURC

1. Quiconque se rend coupable de propagande destinée à instaurer la domination d'une classe sociale sur les autres classes sociales, ou à éliminer une classe sociale, ou à renverser l'un ou l'autre des ordres économiques ou sociaux fondamentaux établis dans le pays, ou à renverser l'ensemble du système politique et légal de l'Etat, se verra infliger une peine de prison ferme de 5 à 10 ans.
2. Quiconque fera de la propagande dans le but d'attribuer le gouvernement de l'Etat à un seul individu ou à un groupe, et ce, contrairement aux principes de la République ou de la démocratie, subira la même peine.
3. Quiconque fera de la propagande dans le but d'abroger en tout ou en partie et sur la base de considérations raciales, l'un ou l'autre des droits civils garantis par la Constitution, ou dans le but de détruire les sentiments patriotiques, se verra infliger une peine de prison d'au moins un an et de 3 ans tout au plus.
4. Quiconque approuve les actes prédécrits se verra infliger dans le cas des sections 1 et 2, un maximum de 5 ans de prison ferme, et dans le cas de la section 6 de l'article 141, verra sa peine prolongée d'un tiers.
5. Si les actes susmentionnés ont été posés à l'aide de publications, la peine sera prolongée de moitié.
6. Si un des auteurs des crimes énumérés dans cet article dénonce le crime ainsi que ses co-auteurs aux autorités responsables, avant l'ouverture du procès, et pour autant que l'exactitude de la dénonciation soit établie, les peines de prison ferme et d'emprisonnement peuvent être diminuées d'un quart au maximum, selon les circonstances et les particularités du cas.



LISTE DES INCULPES

1. Niveau Confédération DISK

A. Ceux qui sont accusés sur le fondement des paragraphes 1 et 6 de l'article 141 du CPT et risquent des peines allant de 10 ans et 8 mois à 20 ans d'emprisonnement:

1. ABDULLAH BASTURK	Président DISK	Président GENEL-IS Membre Comité exécutif CES
2. FEHMI ISIKLAR	Secrétaire général DISK	Membre MADEN-IS Membre suppléant CE/CES
3. RIZA GUVEN	Secrétaire DISK	Ex-président TEKSTIL
4. MUKBİL ZIRTILOGLU	" "	Ex-président OLEYIC
5. SULEYMAN CELEBI	" "	Secrétaire TEKSTIL
6. CELAL KUCUK	Ex-secrétaire DISK Membre Comité adminis- tratif DISK	Secrétaire général LASTIK-IS
7. KEMAL NEBIOGLU	Ex-secrétaire DISK	Ex-président GIDA-IS
8. TUNCER KOCAMANOGU	" "	Ex-président D.TOPRAK-IS
9. MUSTAFA AKTULGALI	" "	Président KERAMIK-IS
10. I. HAKKI ONAL	Membre Comité adminis- tratif DISK	Secrétaire GENEL-IS
11. BELGUZAR CAN	" "	Secrétaire GENEL-IS
12. EKREM AKKUS	" "	" "
13. D. ALI YALNEZ	" "	Président LASTIK-IS

14.KENAN AKMAN	Membre Comité administratif DISK	Secrétaire LASTIK-IS
15.NUSRET AYDIN	"	Président OLEYIS
16.TAHIR GUNER	"	Secrétaire OLEYIS
17.RIDVAN BUDAK	"	Président TEKSTIL
18.MUSTAFA KARADAYI	"	Président PETKIM-IS
19.DEMIRHAN TUNCAY	"	Président GIDA-IS
20.SELAHATTIN SAYIN	"	Président TEKGES-IS
21.OZCAN KESGEC	"	Président SOSYAL-IS
22.AKCIN KOC	"	Président FINDIK-IS
23.YALCIN TALAKA	"	Président TIS
24.ISMET CANTEKIN	"	Président DEV MADEN-SEN
25.HALIL HAYTA	Ex-membre C.A.	Ex-président TUMHAS-IS
26.KEMAL YILMAZ	"	Membre C.A. LASTIK-IS
27.NIYAZI KUAS	"	Vice-président LASTIK-IS
28.MEHMET MIHLACI	"	Membre C.A. GIDA-IS
29.ALI SAHIN	"	Ex-président HURCAM-IS
30.EROL YALCIN	"	
31.CENGİZ ACAR	"	
32.ALI OZARKALOGLU	"	
33.AHMET AGAR	"	
34.ERDOGAN OZEN	"	
35.AHMET ERTAN	"	
36.A.CEVAT OZHASIRCI	"	
37.H.FUAT PINAREASI	"	
38.MULAYIM GUDUCU	"	
39.SUKRU OZBAYRAK	"	
40.HAKKI OZTURK	"	

41. TALAT OZ	Membre Commission de contrôle	Membre Com. cont. LASTIK-IS
42. D. ALI KOCAMAN	"	Secrétaire OLEYIS
43. ISMAIL OZBICER	"	Secrétaire GENEL-IS
44. MEHMET BEKIROGULLARI	Ex-membre	Vice-président LASTIK-IS
45. KEMAL AKAR	"	Secrétaire régional OLEYIS
46. E. FARUK ERDEM	Membre Commission de discipline	Membre MADEN-IS
47. ISMAIL CALISKAN	"	Dirigeant GENEL-IS
48. OSMAN OZKAN	"	Secrétaire LASTIK-IS
49. TURKER AZAKLI	Ex-membre	Ex-secrétaire LASTIK-IS
50. ALI TASER	"	Dirigeant régional LASTIK-IS
51. ALI KAYA	Secrétaire régionale Ankara	MADEN-IS
52. RECEP KOC	Secrétaire régionale Antalya	MADEN-IS
53. TAYYAR ELMAS	Secrétaire régionale Kocaeli	MADEN-IS
54. HASAN KAHRAMAN	Secrétaire régional Istanbul	MADEN-IS
55. CELAL ALCINKAYA	Secrétaire régional Istanbul	MADEN-IS
56. SAIM AKBULUT	Secrétaire régional Izmir	GENEL-IS
57. RAFET DEMIRTEL	Secrétaire régional Eskişehir	GENEL-IS
58. YUSUF YUREKLI	Secrétaire régional Adana	GENEL-IS
59. SULEYMANTURAN	Secrétaire régional Erzurum	
60. FARUK PEKIN	Chef Département éducation	
61. YUCEL YAMAN	Chef Département presse-propagande	
62. CETIN UYGUR	Président de YALTI MADEN-IS	

B. Ceux qui sont accusés sur le fondement des paragraphes 5 et 6 de l'article 141 du CPT et risquent des peines allant de 6 ans et 8 mois à 16 ans d'emprisonnement.

1. SABAN AYDIN Membre de la Commission de discipline Secrétaire régional OLEYIS

.../

2. FIKRI TANTA Ex-membre Commission de contrôle Membre C.A.
LASTIK-IS
3. CEMAL ARSLAN Ex-membre Commission de discipline Secrétaire
régional
GENEL-IS
4. SEFER GUVENC Secrétaire régional Izmir
5. TEOMAN OZTURK Collaborateur
6. E.ERHAN TANERI Dirigeant de la Fédération des associations
démocratiques
7. AHMET YILDIZ Président de l'Organisation des maisons du
peuple.
8. AYHAN AK
9. H.AYKUT GOKER
10. AHMET BALAMIR
11. FIKRI SEN
12. ALI KANIKARA
13. H.YASIN KETENOGLU
14. ABDULLAH SONER
15. A.SADIK GOKHAN
16. ORHAN TAYLAN

C. Celui qui est accusé sur le fondement du paragraphe
3 de l'article 142 du CPT et risque une peine allant
de 1 an à 3 ans d'emprisonnement.

1. ENVER CELIKKOL

2. Niveau syndicats affiliés

Nom du syndicat	Nombre inculpés selon article 141/1-6 risquant 10 a/8m-20a	Nombre incul- pés selon article 141/ 5-6 risquant 6a/8m-16a
1. GENEL-IS (services pu- blics) Affilié à PSI	2	49
2. MADEN-IS (métaux) Affilié à l'UIS-Métaux	1	53
3. OLEYIS (hôtellerie, restau- ration Affilié à UITA	2	30
4. BANK-SEN (banques Affilié à l'UIS-Fonction publique et l'UIS-Commerce	2	23

5. LASTIK-IS (preus, caoutchouc) Affilié à l'ICF	2	37
6. TEKSTIL (Textile) Affilié à l'UIS-Textile	3	3742
7. GIDA-IS (Alimentation) Affilié à l'ICF	6	33
8. PETKIM-IS (pétrochimie) Affilié à l'ICPS	5	21
9. BASIN-IS (livre, presse)	4	36
10. YERALTI MADEN-SEN (mines)	2	33
11. DEV MADEN-IS (mines) Affilié à l'UIS-Mineurs	9	101
12. ASTER-IS (métaux, défense nationale) Affilié à l'UIS-Métaux	7	6
13. LIMTER-IS (chantiers navals) Affilié à l'UIS-Métaux	17	10
14. TEKGES-IS (gaz, électricité, eau) Affilié à l'UIS-Fonction publique	11	18
15. YENI HABER-IS (PTT, radio, télévision) Affilié à l'UIS-Fonction publique	6	8
16. SOSYAL-IS (employés) Affilié à l'UIS-Fonction publique	5	15
17. FINDIK-IS (employés)	4	13
18. DEV SAGLIK-IS (santé)	8	2
19. DEVRIMCI YAPI-IS (bâtiment) Affilié à l'UIS-Bâtiment	4	10
20. HURCAM-IS (verre) Affilié à l'UIS-Bâtiment	6	15
21. KERAMIK-IS (céramique) Affilié à l'UIS-Bâtiment	7	6
22. BAYSEN (bâtiment) Affilié à l'UIS-Bâtiment	8	23

...../

23.DEVRIMCI TOPRAK-IS (agriculture)	12	9
Affilié à l'UIS-Agriculture		
24.TIS (agriculture)	5	10
25.SINESEN (industrie cinématographique)	13	15
26.ILERICI DERI-IS (Cuir et peaux)	3	6
27.TUMKA-IS (papier)	5	9
28.TAPER-IS	3	
29. NAKLIYAT-IS (transport)	4	
30.ASIS (bois)	4	15

* * * * *

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI



FEDERACION SINDICAL MUNDIAL
WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
ВСЕМИРНАЯ ФЕДЕРАЦИЯ ПРОФСОЮЗОВ

Prague, January 29th, 1986

To affiliated and friendly
organisations and the TUIs

Czechoslovakia, 121 47 Praga 2, Vinohradská 10
Teléfono 243741-9, Telex 121525 WFTU C
Dirección telegráfica: FESYMOND PRAGUE

Circ. 4/86

Ref: Solidarity with the DISK of Turkey

Dear Colleagues,

On January 15th, the DISK trial entered its final stage before the No.2 Istanbul military court. As you know, this anti-union trial against the DISK has been underway since December 24th, 1981 and is one of the longest and largest ever. It began with 52 people standing charge, all of whom faced death sentences. The number of accused persons then rose to 1477 when the trial was extended to include DISK affiliates and the number of people facing the death sentence rose to 78.

The 254th hearing of the trial took place on January 15th, 1986, during which the military prosecutor began to read out his mammoth 809 page charge sheet. Although he withdrew requests for the death penalty and requested that 674 people be acquitted, he called for heavy prison sentences for leaders and militants of the DISK and its affiliated unions and for leaders of some democratic organisations which had joined forces in action: sentences ranging from 10 years and 8 months to 20 years prison for 232 people standing trial (including Abdullah Basturk and 61 leaders and staff of the Confederation); 6 years and 8 months to 16 years prison for a further 549, on the basis of the famous article 141 of the Turkish Penal Code which was taken from Mussolini's Code in 1936. The prosecutor also called for the dissolution of the DISK and its affiliated unions.

The main charges against the DISK, its alleged "terrorist acts" as an illegal organisation "founded on the use of violence", have had to be dropped. The prosecutor himself was forced to accept this and to withdraw his demands for the death sentence. This is a decisive setback for the manipulators of this parody of justice. It is becoming clear that the trial has become far more political, that is that its political and anti-union character is now far more visible, as the main charges are brought under article 141 of the Turkish Penal Code (see Appendix 1).

In these circumstances, the international trade union movement, the workers and the trade unions around the world



INTERNATIONAL FEDERATION OF RED CROSS AND RED CRESCENT SOCIETIES
FEDERATION INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE
WORLD FEDERATION OF TRAPEZIOUS
FEDERATION INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE

Geneva, January 25, 1988

to all interested organizations and individuals

CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL FEDERATION OF RED CROSS AND RED CRESCENT SOCIETIES
CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL FEDERATION OF RED CROSS AND RED CRESCENT SOCIETIES

**TÜRKİYE SOSYAL TÜSTAV
TARİH ARAŞTIRMA VAKFI**

In the event of a disaster, the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) is the only organization that can provide a coordinated response to the needs of the affected population.

must come forward with a new upsurge of solidarity with the DISK and its affiliates, their leaders and members, in order to put a stop to this criminal enterprise which has been going on for far too long, and demand:

- the acquittal of all accused and the dropping of charges against them;
- the re-opening of the DISK and its affiliates and the restitution of their property and funds;
- the guarantee for the return of exiled trade unionists to Turkey;
- the restoration of trade union rights and democratic freedoms in Turkey;

WE WOULD LIKE TO REMIND YOU THAT THE 19th ANNIVERSARY OF THE DISK IS ON FEBRUARY 13th, 1986, AND THAT THE CASE FOR THE DEFENCE OF DISK LEADERS WILL COMMENCE BEFORE THE MILITARY TRIBUNAL ON FEBRUARY 25th.

Please find enclosed the texts of articles 141 and 142 of the Turkish Penal Code (Appendix 1) and the list of those accused (Appendix 2) and we urge you to create an extensive protest and solidarity movement.

A. Some suggestions;

1. Send delegations to Turkish Embassies and Consulates.
2. Send messages and petitions:

- to the military court:

2 NUMARALI ASKERI MAHMEMESI
ISTANBUL TURKEY

- to the President of the Turkish Republic:

Mr. Kenan EVREN
CUMHURBASKANI
CANKAYA/ANKARA TURKEY

- to the Prime Minister:

Mr. Turgut OZAL
BASBAKAN
T.B.M.M.
ANKARA TURKEY

3. Send solidarity messages to:

Mr. Abdullah BASTURK
c/o E. TAHIROGLU
RECEPPASA SO.
SELCUK APT. 14/7
TALIMHANE -- TAKSIM
ISTANBUL TURKEY.

./...

4. Send observers to the trial hearings.
5. Contribute to the solidarity fund.
Payments to be made to the WFTU "Solidarity with Turkey".
- B. Please inform us as soon as possible of what measures
you have taken to support this campaign.
- C. The secretary of the Commission for Europe is actually
in Turkey at the moment on a mission to Istanbul.

We hope to hear from you shortly,

Yours fraternally,

Jan N e m o u d r y
Secretary

Encl.

Appendix I.

ARTICLE 141 OF THE TURKISH PENAL CODE

1. Whosoever shall attempt to form, or has formed, or organised, or directed the activities of, or offered assistance to, under whatsoever appellation, any kind of society, the aim of which is to impose the hegemony or domination of one social class on the other social classes, or to eliminate a social class, or to overthrow one or the other fundamental social or economic orders established in the country, shall be punishable by a prison sentence of a minimum of 8 years and maximum 15 years. Any person directing several societies of this kind shall be punishable by the death sentence.

2. The same sentence, with the exception of the death penalty, shall apply to any person having attempted to form, or having formed, or organised or directed, or having supported, under whatsoever appellation, any kind of society aiming to overthrow, in part or in full, the political and legal order of the State.

3. The same sentence, with the exception of the death penalty, shall apply to any person having attempted to form, having formed or organised or directed the activities of, or given support to, under whatsoever appellation, any kind of society opposed to the Republic or having attempted to impose the government of the State by one person or a group of persons, which is incompatible with the principles of democracy.

4. Whosoever shall attempt to form, forms, or organises or directs the activities of, or gives support to, under whatsoever appellation, any kind of society intended to abrogate, in part or in full, or to weaken, as a result of racial discrimination, any civil right embraced by the Constitution, shall be punishable by a prison sentence of a minimum of one year and a maximum of 3 years.

5. Whosoever shall become a member of any society under section 1,2 or 3 of the present article shall be punishable by a prison sentence of minimum of 6 months and a maximum of 6 years.

6. Whosoever shall commit the above mentioned crimes, in the offices of departments of the State, or the municipalities, or on the premises of, or in an economic enterprise owned in part or in full by the State, or in the trade unions, or in the workers' associations, or in schools or in any other establishment of higher education, or amongst public servants, employees or members of the civil service, shall incur the legal punishment extended by 1/3.

7. If any person shall commit the crimes enumerated in this article and shall confess the crime and demounce his/her accomplices to the competent authorities, and if the accuracy of this is established, the death sentence shall be commuted to a minimum 10 year prison sentence and other sentences shall be reduced by a maximum of $\frac{1}{2}$, according to the circumstances and the particularities of the case.

8. A society, as understood by this Article, is composed of 2 or more persons sharing the same objective.

Article 142 OF THE TURKISH PENAL CODE

1. Whosoever may be guilty of propaganda designed to enforce the domination of one social class over the other social classes, or to eliminate a social class, or to overthrow one or the other fundamental social or economic orders established in the country, or to overthrow the entire legal and political order of the State, shall be punishable by a 5 to 10 year prison sentence.

2. Whosoever shall indulge in propaganda with the aim of attributing the government of the State to one person or to a group of persons, contrary to the principles of democracy, shall

be punishable by the same sentence.

3. Whosoever shall indulge in propaganda with the aim of abrogating, on the basis of racial discrimination, all or part of any civil rights guaranteed by the Constitution, or with the aim of destroying patriotic feelings, shall be punishable by a prison sentence of a minimum of one year to a maximum of three years.

4. Whosoever shall endorse the above-described actions shall be punishable, in the case of sections 1 and 2, by a maximum prison sentence of five years, and in the case of section 6 of article 141, shall incur a 50% extension of the sentence pronounced.

5. In the case where the above-mentioned actions be carried out with the aid of publications, the sentence will be increased by half.

6. If one of the authors or co-authors of the crimes enumerated in this article confess the crime to the competent authorities, before trial proceedings are commenced, and if the accuracy of the confession is verified, unconditional prison sentences and imprisonment may be reduced by a maximum of 1/4, according to the circumstances and the particularities of the case.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

Appendix 2

LIST OF ACCUSED

DISK CONFEDERATION

A. Those charged on the basis of paragraph 1 and 6 of article 141 of the Turkish Penal Code and incur prison sentences of 10 years 8 months to 20 years.

1. ABDULLAH BASTURK	DISK President	GENEL-IS President Member Executive Committee ETUC
2. FEHMI ISIKLAR	DISK General Secretary	MADEN-IS Member Deputy Member EL/ETUC
3. RIZA GUVEN	DISK Secretary	Ex-president TEKSTIL
4. MUKBIL ZIRTILOGLU	"	Ex-president OLEYIS
5. SULEYMAN CELEBI	"	Secretary of TEKSTIL
6. CELAL KUCUK	Ex-secretary of DISK Member DISK Administrative Ctte.	General Secretary LASTIK-IS
7. KEMAL NEBIOGLU	Ex-secretary DISK	Ex-president GIDA-IS
8. TUNCER KOCAMANOGLU	"	Ex-president D.TOPRAK-IS
9. MUSTAFA AKTULGALI	"	President KERAMIK-IS
10. I. HAKKI ONAL	Member DISK Administrative Ctte.	Secretary GENEL-IS
11. BELGUZAR CAN	"	Secretary GENEL-IS
12. EKREM AKKUS	"	"
13. D. ALI YALNIZ	"	President LASTIK-IS

14. KENAN AKMAN	Member DISK Administrative Ctte	Secretary LASTIK-IS
15. NUSRET AYDIN	"	President OLEYIS
16. TAHIR GUNER	"	Secretary OLEYIS
17. RIDVAN BUDAK	"	President TEKSTIL
18. MUSTAFA KARADAYI	"	President PETKIM-IS
19. DEMIRHAN TUNCAY	"	President GIDA-IS
20. SELAHATTIN SAYIN	"	President TEKGES-IS
21. OZCAN KESGEC	"	President SOSYAL-IS
22. AKCIN KOC	"	President FINDIK-IS
23. YALCIN TALAKA	"	President TIS
24. ISMET CANTEKIN	"	President DEV MADEN-SEN
25. HALIL HAYTA	Ex-member A.C.	Ex-president TUMHAS-IS
26. KEMAL YILMAZ	"	Member A.C. LASTIK-IS
27. NIYAZI KUAS	"	Vice-president LASTIK-IS
28. MEHMET MIHLACI	"	Member A.C. GIDA-IS
29. ALI SAHIN	"	Ex-president HURCAN-IS
30. EROL YALCIN	"	
31. CENGİZ ACAR	"	
32. ALI OZARKALOGLU	"	
33. AHMET AGAR	"	
34. ERDOGAN OZEN	"	
35. AHMET ERTAN	"	
36. A.CEVAT OZHASIRCI	"	
37. H.FUAT PINARBASI	"	
38. MULAYIM GUDUCU	"	

39. SUKRU OZBAYRAK	Ex-member A.C	
40. HAKKI OZTURK	"	
41. TALAT OZ	Member Auditors' Commission	Member Aud.Comm. LASTIK-IS
42. D.ALI KOCAMAN	"	Secretary OLEYIS
43. ISMAIL OZBICER	"	Secretary GENEL-IS
44. MEHMET BEKIROGULLARI	Ex-member	Vice-president LASTIK-IS
45. KEMAL AKAR	"	Regional Secretary OLEYIS
46. E.FARUK ERDEM	Member Disciplinary Commission	Member MADEN-IS
47. ISMAIL CALISKAN	"	Leader GENEL-IS
48. OSMAN OZKAN	"	Secretary LASTIK-IS
49. TURKER AZAKLI	Ex-member	Ex-secretary LASTIK-IS
50. ALI TASER	"	Leader regional LASTIK-IS
51. ALI KAYA	Regional Secretary Ankara	MADEN-IS
52. RECEP KOC	Regional Secretary Antalya	MADEN-IS
53. TAYYAR ELMAS	Regional Secretary Kocaeli	MADEN-IS
54. HASAN KAHRAMAN	Regional Secretary Istanbul	MADEN-IS
55. CELAL ALCINKAYA	Regional Secretary Istanbul	MADEN-IS
56. SAIM AKBULUT	Regional Secretary Izmir	GENEL-IS
57. RAFET DEMIRTEL	Regional Secretary Eskişehir	GENEL-IS
58. YUSUF YUREKLI	Regional Secretary Adana	GENEL-IS
59. SULEYMAN TURAN	Regional Secretary Ezzuzum	
60. FARUK PEKIN	Head of Education Department	
61. YUCEL YAMAN	Head of Press Department	
62. CETIN UYGUR	President of YERALTI MADEN IS	MADEN-IS

B. Those charged on the basis of paragraph 5 and 6 of article 141 of the Turkish Penal Code and incur prison sentences of 6 years and 8 months to 16 years:

1. SABAN AYDIN	Member of the Disciplinary Commission	Regional Secretary OLEYIS
2. FIKRI TANTA	Ex-member Auditors' Commission	A.C.Member LASTIK-IS
3. CEMAL ARSLAN	Ex-member Disciplinary Commission	Regional Secretary GENEL-IS
4. SEFER GUVENS	Regional Secretary Izmir	
5. TEOMAN OZTURK	Worker	
6. E.ERHAN TANERI	Leader of the Federation of Democratic Associations	
7. AHMET YILDIZ	President of the Organisation of People's Houses	
8. AYHAN AK		
9. H.AYKUT GOKER		
10.AHMET BALAMIR		
11.FIKRI SEN		
12.ALI KANIKARA		
13.H.YASIN KETENOGLU		
14.ABDULLAH SONER		
15.A.SADIK GOKHAN		
16.ERHAN TAYLAN		

C. Charged on the basis of paragraph 3 of article 142 of the Turkish Penal Code and incur prison sentence of 1 to 3 years imprisonment:

1. ENVER CELIKKOL
2. Affiliated unions

Name of Union	Persons charged under article 141/1-6 incurring 10years 8 months to 20 years	Persons charged under article 141/5-6 incurring 6 years 8 months to 16 years
---------------	--	--

1. GENEL-IS (Public Services) Affiliated to PSI	2	49
2. MADEN-IS (Metal) Affiliated to TUI	1	53
3. OLEYIS(Hotels, Restaurants) Affiliated to UITA	2	30
4. BANK-SEN (Banks) Affiliated to Public Employees TUI and Commerce TUI	2	23
5. LASTIK-IS (Tyres, Rubber) Affiliated to ICF	2	7
6. TEKSTIL (Textile) Affiliated to Textile TUI	3	37
7. GIDA-IS (Food) Affiliated to ICF	6	33
8. PETKIN -IS (Petrochemicals) Affiliated to Chemical TUI	5	21
9. BASIN-IS (Books, Press)	4	36
10. YERALTI MADEM-SEN (Mines)	2	33
11. DEV MADEN-IS (mines)	9	1
12. ASTER-IS(Engineering, National Refence) Affiliated to Metal TUI	7	6
13. LIMTER-IS (Shipbuilding) Affiliated to Metal TUI	17	10
14. TEKGES-IS (Gas, Electricity, Water) Affiliated to Public Employees TUI	11	18
15. YENI HABER-IS (Posts, Telecommunications, Radio, TV) Affiliated to Public Employees TUI	6	3
16. SOSYAL-IS Affiliated to Public Employees TUI	5	15
17. FINDIK -IS (Employees)	4	13
18. DEV SAGLIK-IS(Health)	8	2
19. DEVRIMCI YAPI-IS (building) Affiliated to Byilding TUI	4	10
20. HURCAN-IS (Glass) Affiliated to Building TUI	6	15

21.KERAMİK-IS (Ceramics) Affiliated to Building TUI	7	6
22.BAYSEN (Building) Affiliated to Building TUI	8	23
23.DEVRİMCİ TOPRAK-IS (Agriculture) Affiliated to Agriculture TUI	12	9
24.TIS (Agriculture)	5	10
25.SİNESEN (Cinematographic)	13	15
26.İLERİCİ DERİ-IS (Leather,Furs)	3	6
27.TUMKA-IS (Paper)	5	9
28.TAPER-IS	3	
29.NAKLIYAT-IS (Transport)	4	
30.ASIS (Wood)	4	15

* * * * *

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI



FEDERACION SINDICAL MUNDIAL
WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
ВСЕМИРНАЯ ФЕДЕРАЦИЯ ПРОФСОЮЗОВ

Praga, 29 de enero de 1986

Checoslovaquia, 121 47 Praga 2, Vinohradská 10
Teléfono 243741-9, Telex 121525 WFTU C
Dirección telegráfica: FESYMOND PRAGUE

Circ. 4/86

A las Organizaciones
afiliadas, amigas y a las
U.I.S.

Asunto: Solidaridad con la DISK de Turquía

Estimados compañeros:

El 15 de enero último el proceso contra la DISK ha entrado en su fase final ante el tribunal militar nº 2 de Estambul.

Como es sabido este proceso antisindical, uno de los mayores y más largos de la historia, empezó el 24 de diciembre de 1981, con 52 acusados y 52 demandas de pena capital. Después el número de acusados llegó a 1477 al sumarse los procesos contra los sindicatos afiliados y contra los dirigentes de algunas organizaciones democráticas en unidad de acción con la DISK, y el total de penas de muerte demandadas se elevó a 78.

Durante la 254ª audiencia del proceso, que tuvo lugar el 15 de enero de 1986, el fiscal militar dió lectura a las 809 páginas de su voluminosa acta de inculpación. Aunque haya retirado las demandas de pena de muerte y se haya pronunciado por la absolución de 674 acusados, pide graves penas de prisión para los dirigentes y militantes de la DISK y de sus 30 sindicatos afiliados, así como para los dirigentes de algunas organizaciones democráticas que manifestaron su unidad de acción con la central. Las penas van de 10 años y 8 meses a 20 años de cárcel contra 232 acusados (entre ellos Abdullah Basturk y 61 dirigentes y colaboradores de la Confederación), de 6 años y ocho meses a 10 años de cárcel contra otros 549, sobre la base del famoso artículo nº 141 del Código Penal Turco, extraído del Código musoliniano en el año 1936. El fiscal pidió igualmente la disolución de la DISK y de sus sindicatos afiliados.

La acusación principal dirigida contra la DISK, o sea el recurso a "actos terroristas" como "organización ilegal basada en el uso de la violencia" se ha venido abajo. El fiscal se ha visto obligado a aceptar y a retirar las demandas de pena de muerte. Es un retroceso que señala a los autores de esta parodia de proceso. Sin embargo es evidente que

**TÜRKİYE SOSYAL TÜSTAV
TARİH ARAŞTIRMA VAKFI**

el proceso se ha transformado, mucho más, en un acto profundamente político. Dicho de otra manera, su carácter político y antisindical es ahora aún más visible, teniendo en cuenta que las acusaciones principales se basan en el artículo nº 141 del Código Penal Turco, (véase anexo nº 1).

Frente a esta situación el Movimiento Sindical Internacional, los trabajadores y los sindicatos del mundo entero, deben emprender una nueva campaña de solidaridad con la DISK, sus sindicatos afiliados, sus dirigentes y militantes y exigir:

- la absolución de todos los inculpados y el cese de las diligencias;
- la restauración de la DISK y de sus sindicatos afiliados y la restitución de sus bienes y fondos;
- las garantías para el retorno al país de los sindicalistas exiliados;
- el restablecimiento de los derechos sindicales y de las libertades democráticas en Turquía.

Recordamos que el 13 de febrero de 1986 marcará el 19º aniversario de la Fundación de la DISK y el 25 de febrero de 1986 empezará la defensa de sus dirigentes ante el Tribunal Militar.

Adjunto les enviamos el texto de los artículos nº 141 y 142 del Código Penal Turco (anexo nº 1) así como la lista de los inculpados (anexo nº 2) y les llamamos a crear un vasto movimiento de protesta y de solidaridad.

A. Algunas acciones sugeridas:

1. Enviar delegaciones a las Embajadas/Consulados de Turquía.
2. Enviar mensajes y peticiones:
 - al Tribunal Militar:

Estambul

2 NUMARALI ASKERI MAHMEMESI
ISTANBUL - TURQUIA

- al Presidente de la República de Turquía:

Señor KENAN EVREN
CUMHURBASKANI
CANKAYA/ANKARA - TURQUIA

- al Primer Ministro:

Señor TURGUT OZAL
BASBAKAN
T.B.M.M.
ANKARA - TURQUIA

.../

3. Enviar mensajes de solidaridad a:

Señor ABDULLAH BASTURK
c/o E. TAHIROGLU
RECEPPASA SO.
SELCUK APT. 14/7
TALIMHANE - TAKSIM
Etiler - Cankaya - ANKARA - TURQUIA

4. Enviar observadores a las audiencias del proceso.

5. Contribuir al Fondo de Solidaridad. Giros a enviar a la FSM, mencionando "Solidaridad Turquía".

B. Les rogamos que nos informen sin dilación de sus iniciativas en el marco de esta campaña.

C. Les informamos que hace unos días, el compañero Secretario de la Comisión Europea se halla en misión en Estambul.

En espera de sus gratas noticias, reciban, queridos compañeros, nuestros saludos fraternales.

Jan NEMOUDRY,
Secretario

ARTICULO Nº 141 DEL CODIGO PENAL TURCO

1. Todo aquél que haya querido formar, o haya formado, u organizado, o dirigido las actividades de cualquier tipo de asociación, bajo el nombre que fuere, o le haya ofrecido su ayuda, con el fin de instaurar la hegemonía o la dominación de una clase social sobre las demás, o de derribar éste o aquel orden económico y social fundamental establecido en el país, será castigado con una pena de prisión efectiva de 8 años como mínimo y de 15 años como máximo. Todo aquél que dirija varias o todas las asociaciones de este tipo, será condenado a la pena capital.
2. La misma pena, a excepción de la capital, será aplicada contra todo aquél que haya tratado de formar o haya formado, u organizado, o dirigido las actividades de cualquier tipo de asociación, bajo el nombre que fuere, o le haya ofrecido su apoyo, con el fin de derribar total o parcialmente el orden político y legal del Estado.
3. La misma pena, a excepción de la capital, será aplicada contra todo aquél que trate de formar, haya formado u organizado, o dirigido las actividades de cualquier tipo de asociación, opuesta a la República, bajo el nombre que fuere, o le haya ofrecido su apoyo, o intente implantar un Gobierno de Estado constituido por una sola persona o por un grupo, incompatibles con los principios de la democracia.
4. Todo aquél que trate de formar, forme, u organice, o dirija las actividades de cualquier tipo de asociación, bajo el nombre que fuere, o le haya ofrecido su apoyo, con el fin de abrogar parcial o totalmente, o debilitar -por medio de la discriminación racial- cualquiera de los derechos cívicos estipulados por la Constitución, será condenado a una pena de prisión efectiva de un año como mínimo y de tres años como máximo.
5. Todo aquél que esté afiliado a una de las asociaciones afectadas por los incisos 1, 2 o 3 será condenado a una pena de prisión de seis meses como mínimo y de dos años como máximo.
6. A todo aquél que cometa los delitos más arriba mencionados en las oficinas o en los departamentos del Estado o de las municipalidades, o en las instalaciones de una empresa económica perteneciente total o parcialmente al Estado, o en los sindicatos, o en asociaciones de trabajadores, o en escuelas, o en cualquier establecimiento de enseñanza superior, o entre los agentes públicos, entre los empleados o entre los miembros de los servicios públicos, se le prolongará la pena legal en un tercio.

7. Si uno de los autores de los delitos citados en el presente Artículo denuncia un delito y a sus coautores a las autoridades responsables, y antes de iniciarse el proceso, y si se establece la exactitud de esta denuncia, la pena capital será conmutada en pena de prisión efectiva de diez años como mínimo y las demás penas serán disminuidas en una cuarta parte como máximo, según las circunstancias y las particularidades de cada caso.
8. Una asociación, según los términos del presente Artículo, la constituye la reunión de dos o más personas que tengan el mismo objetivo.

ARTICULO Nº 142 DEL CODIGO PENAL TURCO

1. A todo aquél que incurra en el delito de propaganda destinada a instaurar la dominación de una clase social sobre las demás, o a eliminar una clase social, o a derribar este o aquel orden económico y social fundamental establecido en el país, o a derribar todo el sistema político o legal del Estado en su conjunto, se le impondrá una pena de prisión efectiva de 5 a 10 años.
2. Todo aquél que haga propaganda con el fin de atribuir el Gobierno del Estado a un solo individuo o a un grupo, y ello en contradicción con los principios de la República o de la democracia, sufrirá la misma pena.
3. Todo aquél que haga propaganda con el fin de abrogar total o parcialmente y sobre la base de consideraciones raciales, este o aquel derecho cívico garantizado por la Constitución, o con el fin de destruir los sentimientos patrióticos, será castigado con una pena de prisión de un año como mínimo y de tres años como máximo.
4. Todo aquél que apruebe los actos más arriba descritos será condenado, en los casos de los incisos 1 y 2 a una pena de prisión efectiva de 5 años como máximo, y en el caso del inciso 6 del Artículo 141, la pena le será prolongada en un tercio.
5. Si los actos más arriba mencionados fueran cometidos con la ayuda de publicaciones, la pena será prolongada en la mitad.
6. Si uno de los autores de los delitos citados en este Artículo denuncia un delito, así como a sus coautores a las autoridades responsables, antes del inicio del proceso, y en cuanto se establezca la exactitud de esta denuncia, las penas de prisión efectiva y de encarcelamiento pueden ser disminuidas en una cuarta parte como máximo, según las circunstancias y las particularidades del caso.

LISTA DE LOS INCULPADOS1. A nivel de la Confederacion DISK

A. Los que estan acusados sobre la capacidad con los parrafos 1 y 6 del articulo 141 del CPT con amenaza de pena de 10 años y 8 meses a 20 años de carcel.

1. ABDULLAH BASTURK	Presidente de la DISK	Presidente GENEL-IS Miembro del Comité Ejecutivo de la CES
2. FEHMI ISIKLAR	Secretario general DISK	Miembro MADEN-IS Miembro suplente CE/CES
3. RIZA GUVEN	Secretario de la DISK	Ex-presidente TEKSTIL
4. MUKBIL ZIRTILOGLU	" "	Ex-presidente OLEYIS
5. SULEYMAN CELEBI	" "	Secretario TEKSTIL
6. CELAL KUCUK	Ex-secretario de la DISK Miembro del Comité administrativo de la DISK	Secretario general LASTIK-IS
7. KEMAL NEBIOGLU	Ex-secretario de la DISK	Ex-presidente GIDA-IS
8. TUNCER KOCAMANOGLU	" "	Ex-presidente D.TOPRAK-IS
9. MUSTAFA AKTULGALI	" "	Presidente KERAMIK-IS
10. I.HAKKI ONAL	Miembro Comité administrativo DISK	Secretario GENEL-IS
11. BELGUZAR CAN	" "	Secretario GENEL-IS
12. EKREM AKKUS	" "	"
13. D.ALI YALNIZ	"	Presidente LASTIK-IS

14. KENAN AKMAN	Miembro Comité administra- tivo DISK	Secretario LASTIK-IS
15. NUSRET AYDIN	"	Presidente OLEYIS
16. TAHIR GUNER	"	Secretario OLEYIS
17. RIDVAN BUDAK	"	Presidente TEKSIL
18. MUSTAFA KARADAYI	"	Presidente PETKIM-IS
19. DEMIRHAN TUNCAY	"	Presidente GIDA-IS
20. SELAHATTIN SAYIN	"	Presidente TERGES-IS
21. OZCAN KESGEC	"	Presidente SOSYAL-IS
22. AKCIN KOC	"	Presidente FINDIK-IS
23. YALCIN TALAKA	"	Presidente TIS
24. ISMET CANTEKIN	"	Presidente DEV MADEN-SEN
25. HALIL HAYTA	Ex-miembro C.A.	Ex-presidente TUMHAS-IS
26. KEMAL YILMAZ	"	Miembro C.A. LASTIK- IS
27. NIYAZI KUAS	"	Vice-presidente LASTIK-IS
28. MEHMET MIHLACI	"	Miembro C.A. GIDA-IS
29. ALI SAHIN	"	Ex-presidente HURCAM-IS
30. EROL YALCIN	"	
31. CENGİZ ACAR	"	
32. ALI OZARKALOGLU	"	
33. AHMET AGAR	"	
34. ERDOĞAN OZEN	"	
35. AHMET ERTAN	"	
36. A.CEVAT OZHASIRCI	"	
37. H.FUAT PINARBASI	"	
38. MULAYIM GUDUCU	"	
39. SUKRU OZBAYRAK	"	
40. HAKKI OZTURK	"	

41. TALAT OZ	Miembro de la Comision de Control	Miembro Cm. cont. LASTIK-IS
42. D.ALI KOCAMAN	"	Secretario OLEYIS
43. ISMAIL OZBICER	"	Secretario GENEL-IS
44. MEHMET BEKIROGILLARI	Ex-miembro	Vice-presidente LASTIK-IS
45. KEMAL AKAR	"	Secretario regional OLEYIS
46. E.FARUK ERDEM	Miembro Comision de disciplina	Miembro MADEN-IS
47. ISMAIL CALISKAN	"	Dirigente GENEL-IS
48. OSMAN OZKAN	"	Secretario LASTIK-IS
49. TURKER AZAKLI	Ex-miembro	Ex-secretario LASTIK-IS
50. ALI TASER	"	Dirigente regional LASTIK-IS
51. ALI KAYA	Secretario regional Ankara	MADEN-IS
52. RECEP KOC	Secretario regional Antalya	MADEN-IS
53. TAYYAR ELMAS	Secretario regional KOCAELI	MADEN-IS
54. KASAN KAHRAMAN	Secretario regional ESTAMBUL	MADEN-IS
55. CELAL ALCINKAYA	Secretario regional Estambul	MADEN-IS
56. SAIM AKBULUT	Secretario regional Izmir	GENEL-IS
57. RAFET DEMIRTEL	Secretario regional Eskişehir	GENEL-IS
58. YUSUF YUREKLI	Secretario regional Adana	GENEL-IS
59. SULEYMANTURAN	Secretario regional Ezzuzum	
60. FARUK PEKIN	Jefe departamento educacion	
61. YUCEL YAMAN	Jefe departamento prensa-propaganda	
62. CETIN UYGUR	Presidente de YERALTI MADEN-IS	

B. Los que estan acusados de conformidad con los parafos 5 y 6 del Articulo N° 141 de CPT y corren el riesgo de penas de 6 años y 8 meses a 16 años de carcel.

1. SABAN AYDIN	Miembro de la Comision de disciplina	Secretario regional OLEYIS
----------------	--------------------------------------	----------------------------

2. FIKRI TANTA Ex-miembro de la comision de control Miembro C.A. LASTIK-IS
3. CEMAL ARSLAN Ex-miembro Comision de disciplina Secretario regional GENEL-IS
4. SEFER GUVENC Secretario regional Izmir
5. TEOMAN OZTURK Colabrador
6. E.ERHAN TANERI Dirigente de la federacion de asociaciones democraticas
7. AHMET YILDIZ Presidente de la Organizacion de casas del pueblo
8. AYHAN AK
9. H.AYKUT GOKER
10. AHMET BALAMIR
11. FIKRI SEN
12. ALI KANIKARA
13. H.YASIN KETENOGLU
14. ABDULLAH SONER
15. A.SADIK GOKHAN
16. ORHAN TAYLAN

C. Los que estan acusados de conformidad con el parrafo 3 del Articulo 142 del CPT y corren el riesgo de penas de 1 año a tres años de carcel.

1. ENVER CELIKKOL

2. A nivel de sindicatos afiliados

Nombre del sindicato	Numero de inculpados de conformidad con el articulo 141/1-6 pena de 10 años y 3 meses 20 años	Numero de inculpados de conformidad con el articulo 141/5-6 pena de 6 años y 3 meses 16 años
----------------------	---	--

1. GENEL-IS (servicios publico) afiliado a PSI	2	49
2. MADEN-IS (metales) Afiliado a l'UIS- Metales	1	53
3. OLEYIS (hoteles, restaurantes, afiliado a UITA	2	30

4. BANK-SEN (bancos) Afiliado a la UIS Funcion publica y UIS comercio	2	23
5. LASTIK-IS (neumaticos,caucho) afiliado al ICP	2	7
6. TEKSTIL (textil) afiliado a la UIS-Textil	3	37
7. GIDA-IS (alimentacion) Afiliado al ICF	6	33
8. PETKIM-IS (petroquimica) afiliado al ICPS	5	21
9. BASIN-IS (libros,prensa)	4	36
10.YERALTI MADEN-IS (minas)	2	33
11.DEV MADEN-IS(minas) afiliado a la UIS mineros	9	1
12.ASTER-IS (metales,defensa na- cional) afiliado a la UIS metales	7	6
13.LIMTER-IS (astilleros) afiliado a la UIS metales	17	10
14.TEKGES-IS (gaz,electricidad, agua) afiliado a la UIS Funcion publica	11	18
15. YENI HABER-IS (PTT,radio Television) afiliado a la UIS Funcion publica	6	8
16.SOSYAL-IS (empleados) afiliado a la UIS funcion publica	5	15
17.FINDIK-IS (empleados)	4	13
18.DEV SAGLIK-IS (salud)	8	2
19. DEVRIMCI YAPI-IS (construccion) afiliado a la UIS construc- cion	4	10
20. HURCAM-IS (vidrio) afiliado a la UIS construccion	6	15

21. KERAMIK-IS (ceramica)	7	6
afiliado a la UIS construccion		
22. BAYSEN (construccion)	8	23
afiliado a la UIS construccion		
23. DEVRIMCI TOPRAK-IS	12	9
(agricultura)		
Afiliada a la UIS agricultura		
24. TIS (agricultura)	5	10
25. SINESEN (industria cinematografica	12	15
26. ILERICI DERI-IS (Cuero y	3	6
pieles)		
27. TAPER-IS	3	
28. TUMKA-IS (papel)	5	9
29. NAKLIYAT-IS (transporte)	4	
30. ASIS (madera)	4	15

* * * * *

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI